

Maintenant ça suffit !

Marchons contre l'austérité pour l'égalité et le partage des richesses.

Nous n'en pouvons plus de voir la droite et l'extrême-droite battre le pavé avec leurs cortèges de haine de l'autre, d'intolérance, de racisme, de sexisme, d'homophobie et d'intégrisme.

En France, comme dans toute l'Europe, la rigueur budgétaire et l'austérité imposées par la Commission européenne, François Hollande et le gouvernement pour satisfaire les marchés financiers nourrissent ce climat malsain. Les conséquences sont là : services publics démantelés, acquis sociaux mis à mal... Le chômage monte, la précarité s'étend, les jeunes galèrent, les salaires et les retraites sont en berne. Les inégalités se creusent tandis que les grandes entreprises versent aux actionnaires des dividendes insolents. Partout ces politiques provoquent indignations, colères et désespoirs. Elles nous révoltent.

Elles s'accompagnent du recul général des droits : à l'éducation, à l'emploi, à un revenu correct, à la santé, à un logement stable et décent. Les inégalités d'emploi et de rémunération attaquent plus durement les droits des femmes et des migrant-e-s. La répression s'abat sur les sans-papiers, les roms, les plus précaires, et celles et ceux qui les défendent. Alors que des choix politiques résolument à gauche devraient s'imposer face à la crise, les renoncements du gouvernement devant les exigences du Medef et de la droite en matière sociale, environnementale, familiale, et sur le droit de vote des étrangers... scandalisent.

Avec l'assentiment enthousiaste du Medef, le président de la République veut désormais faire du « pacte de responsabilité » le cœur de sa politique. Au patronat, il octroie 35 milliards d'allègement de cotisations. Qui peut croire que ce nouveau cadeau permettra de lutter contre le chômage ? Devant un Medef qui refuse de s'engager sur des créations d'emplois, le gouvernement Ayrault s'engage, lui, à réduire les dépenses publiques de 50 milliards d'euros. Dans la ligne de mire, la sécurité sociale et les services publics. Mais ce sont aussi les collectivités territoriales asphyxiées, les associations étouffées, la culture sacrifiée. Ce n'est décidément pas cela que nous voulions, nous qui, par millions, avons contribué à chasser Sarkozy.

Personnalités morales, acteurs et actrices du monde de la culture et des arts, du monde du sport, responsables syndicaux, associatifs, politiques, nous sommes divers par nos engagements. Mais ensemble, nous voulons construire une dynamique pour une alternative sociale, démocratique, écologique et féministe, fondée sur la solidarité. Nous appelons le samedi 12 avril à Paris à une marche nationale d'espoir à gauche, contre l'extrême droite, pour l'abandon du « pacte de responsabilité », pour une juste distribution des richesses. Cette marche ne restera pas sans lendemain.